

COMMISSION DES FEMMES
CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE IRANIENNE
RAPPORT MENSUEL

MAI
2017

Iran



Introduction

Le mois de Mai a été marqué par deux grands événements en Iran. D'un côté le simulacre d'élection présidentielle et de l'autre les manifestations contre la spoliation des biens à grande échelle des épargnants par des établissements financiers. Les femmes y ont participé activement aux deux.

Au cours des débats télévisés de la campagne électorale, les candidats ont mis le doigt sur la condition déplorable des femmes déplorables sous le régime des mollahs.

Dans un débat diffusé le 2 mai à la télévision nationale, un candidat à la présidentielle, Es'hagh Jahanguiri, a affirmé que « les femmes sont le secteur le plus opprimé de notre société et leurs droits ne sont pas pris en compte ». En admettant que « les droits des femmes ne sont pas respectés », Jahanguiri a ajouté que 49% de la population est « marginalisée ».

Dans le cadre de ces débats, Mohammad Haghani, responsable de la commission de l'environnement du Conseil municipal de Téhéran, a déclaré sur le site Entekhab du 5 mai que « la présence d'une femme parmi les hauts responsables de la municipalité de Téhéran n'est qu'une mesure symbolique pour contrer ceux qui disent que le nombre de femmes à des responsabilités de haut niveau au conseil de Téhéran est égal à zéro. »

D'un autre côté, dans un article publié après l'élection du 29 mai, le quotidien « Iran » a indiqué que le nombre de femmes siégeant dans les conseils municipaux de 31 capitales provinciales dans le pays avait « remarquablement diminué » par rapport à la fois précédente, tombant de 66 à 42.

Les femmes, cependant, ont activement boycotté la farce électorale. Depuis les prisonnières aux mères militantes et aux autres activistes. Elles ont déclaré qu'elles ne voteraient pas pour les assassins des jeunes Iraniens.

Les femmes ont également joué un rôle majeur dans les campagnes en faveur de la présidente élue de la résistance iranienne, Maryam Radjavi, et appelant au renversement du régime. Ces activités ont enragé le régime et soulevé des vagues de réactions dans la presse et les médias.

Dans les derniers jours de mai, les femmes ont participé à de nombreuses manifestations dans le pays contre le détournement de leurs épargnes par des établissements financiers affiliés au corps des gardiens de la révolution (pasdaran). Elles ont fait preuve d'une audace particulière dans ces manifestations.

Violations systématiques du droit à la vie

Exécutions, meurtres arbitraires, décès en détention provisoire et peines de mort

Deux femmes ont été exécutées à l'aube du 3 mai 2017 à la prison de Gohardacht, à Karadj en banlieue de Téhéran. Elles n'ont pas été identifiées. Le nombre d'exécutions de femmes sous Rohani atteint ainsi 77.



Traitements inhumains et punitions cruelles

Quatre militantes des droits civiques à Téhéran, ont chacune été condamnées à 91 jours de prison et 30 coups de fouet pour avoir participé à une protestation. Il s'agit de Nahid Babazadeh, Baharak Azarnia, Zahra Shaf'i et Melika Kavandi.



Dans une mesure choquante de la magistrature iranienne, une jeune femme à Téhéran, reconnue coupable de relations illicites avec un homme, a été condamnée à 74 coups de fouet et à laver les morts pendant deux ans dans une morgue. Elle s'appelle **Mina** et a 35 ans. (Quotidien Iran - 13 mai 2017)

Conditions pénitentiaires

Le dernier jour de mai a marqué le dernier jour de grève de la faim de la militante des droits des enfants **Atena Daemi**. Elle avait entamé cette grève le 8 avril 2017 pour protester contre la condamnation de ses sœurs à 91 jours de prison. Après le procès en appel et la disculpation d'**Ensiyeh** et d'**Hanieh Daemi**, Atena a arrêté sa grève de la faim le 31 mai 2017, après 54 jours. Peu avant, Amnesty International avait publié une action urgente le 23 mai, avertissant sur l'état de santé critique de la prisonnière politique Atena Daemi.

La prisonnière politique kurde **Zeinab Jalalian** a commencé une grève médicale à la prison de Khoy. Dans une lettre au procureur général, son avocat explique que Zeinab refuse toute forme de traitement. Il exprime de sérieuses inquiétudes quant à la santé de sa cliente et souligne la responsabilité des autorités pénitentiaires et des autorités judiciaires de Khoy pour garantir la santé physique et mentale de Mme Jalalian.

Fatemeh Mosanna, prisonnière politique à Evine, souffre beaucoup du tendon de la jambe parce qu'elle n'a pas reçu le traitement nécessaire au moment de la blessure. Elle s'est blessée l'année dernière pendant qu'elle marchait dans la cour de la prison. Agée de 47 ans, elle a été arrêtée en février 2013 pour son soutien à l'opposition démocratique, l'OMPI.

Mahsa Roj'ati se retrouve en isolement cellulaire à la prison d'Evine dans un état de santé déplorable. Elle a subi des chocs nerveux, mais les autorités de la prison ont refusé son transfert à l'hôpital. Cette militante des droits civiques a été arrêtée par les services de Renseignement le 2 janvier 2017, à l'aéroport alors qu'elle quittait le pays pour se rendre au Canada.

L'appareil judiciaire continue de détenir la militante des droits civiques **Massoumeh Zia** malgré le versement par sa famille d'une caution de 200 millions de tomans en mars pour sa libération. Les autorités pénitentiaires prétendent qu'une peine d'emprisonnement avec sursis d'un an dans une affaire antérieure est entrée en vigueur et qu'elle devra rester en prison.

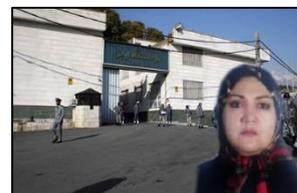
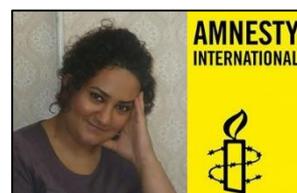
Arrêts et détentions arbitraires

En mai, les arrestations et détentions arbitraires de militants et de personnes à leur domicile et dans des fêtes privées ont continué.

Arrestations sociales

Des dizaines de jeunes, filles et garçons, ont été arrêtés dans les villes de Qom et Abadan en deux jours pour avoir participé à des partis mixtes.

45 hommes et femmes ont été arrêtés dans un raid des forces de sécurité à Qom et **36 jeunes, hommes et femmes**, ont été arrêtés à Abadan. (Agence ROKNA, 1er mai 2017)



55 hommes et femmes ont été arrêtés pour avoir participé à un parti à Kerman, dans le sud de l'Iran, et le lieu a été scellé sur un mandat judiciaire. (Le site de l'actualité de Farda - 6 mai 2017)



60 jeunes hommes et femmes ont été arrêtés dans une fête privée à Gorgan, au nord de l'Iran. Ils ont été arrêtés sur ordre des fonctionnaires judiciaires et de la police de sécurité morale. (L'agence de presse publique Mehr - 11 mai 2017)

Une jeune femme a été arrêtée par des forces de sécurité à Sanandaj, dans l'ouest de l'Iran. **Sara Kamangar** est accusée d'activités sur Internet.



Arrestations et convocations femmes militantes

Les forces de sécurité ont attaqué le domicile de **Mahtab Alipour** le 27 mai 2017 et l'ont arrêtée sans mandat. Les agents ont également saisi une partie de ses effets personnels. Mahtab Alipour est une militante des droits civiques et membre du groupe mystique interdit Erfan-e Halgheh.



Hana Khorsan, militante culturelle, a été convoquée et interrogée par les services de renseignement à Ahvaz le mardi 30 mai 2017. Elle gère un groupe culturel appelé "Novares".

Conditions sociales

La discrimination institutionnalisée, la répression contre les femmes et l'absence de soutien social ont entraîné de nombreuses catastrophes sociales. Voici quelques exemples des restrictions et des conséquences dont elles sont victimes :

Contrainte

Le chef de la police de la route de Lorestan a annoncé le 1er mai 2017 que les voitures ayant des vitres teintées qui transporteraient des femmes dévoilées seront confisquées et les passagers sanctionnés conformément à la loi. (Agence IRIB, 1er mai 2017)



Suicide

Une femme de 22 ans, **Donya Dadgostar**, s'est pendue le 29 avril 2017 à Marivan dans le Kurdistan d'Iran.

Une étudiante de l'université du Golfe Persique à Bouchehr a sauté du haut du bâtiment des dortoirs et a cassé la colonne vertébrale. « Elle étudiait en licence d'économie », a déclaré Abdolmajid Mosleh, directeur de l'université. (Quotidien Aftab-e Yazd, 8 mai 2017)



Une jeune femme de 18 ans s'est pendue chez elle à Babol, dans le nord de l'Iran.



Une femme de 30 ans identifiée comme Sh. B. s'est immolée par le feu à Divandarreh, dans la province du Kurdistan. Elle a été transférée à l'hôpital. Une autre femme de 25 ans, **Bayan Mohammadi** s'est également suicidée par le feu à Divandarreh. (Agences ROKNA et Kordpa, 18 mai 2017) Une adolescente de 17 ans **Sahar Ayyubvand** s'est immolée par le feu à Marivan en raison de problèmes familiaux.



Violence domestique

Une fille de 5 ans à Machad est morte sous les coups de son beau-père. Elle portait de nombreuses cicatrices sur l'abdomen, la tête et le visage lors de son

admission à l'hôpital. Après les examens cliniques, il est apparu qu'elle avait eu les jambes et la hanche cassées ainsi que des dommages au cerveau. (Agence IRNA, 3 mai 2017)

Un homme a vitriolé sa femme parce qu'elle refusait de divorcer. L'attaque à l'acide a eu lieu dans la ville de Joghatay, dans la province de Khorassan Razavi, dans le nord-est de l'Iran. La femme sans défense a été brûlée à la tête et dans le cou, et a été hospitalisée. (Agence IRNA, 4 mai 2017)



Lois discriminatoires

Zahra Nemati, championne du tir à l'arc ayant participé aux jeux olympiques de Rio en 2016 a été empêchée de quitter le pays par son mari. (Agence ISNA, 8 mai 2017)



Les manifestations féminines

Les prisonnières et les mères militantes ont boycotté la farce électorale.

Les protestations de femmes en mai ont eu lieu lors du boycott électoral du régime. Un large éventail de femmes allant des prisonnières aux mères activistes et autres ont choisi de défier le régime.

Dans une lettre datée du 3 mai 2017, la prisonnière politique **Maryam Akbari Monfared** a écrit depuis la prison:

Moi, Maryam Akbari Monfared, j'ai passé 8 ans dans les prisons des mollahs en Iran. J'ai vu chaque jour des cas de viol et de torture de prisonnières à Gohardacht, Chahr-e Rey et Evine ... (je suis convaincue que) ce régime n'est pas capable de se réformer et ne peut pas se modérer car il est sans principes et n'a aucune racine. Il est illégitime aux yeux des Iraniens, donc mon vote est NON au régime des mollahs.



Au quarantième jour de sa grève de la faim à la prison d'Evine, **Atena Daemi** a annoncé qu'elle ne participerait pas à l'élection. Elle a écrit dans une lettre depuis la prison: En effet, pour quoi voter? La pauvreté? Des sanctions continues pour les violations des droits humains? Les exécutions collectives? La répression et la censure? Le voile et la religion obligatoire et religion? Je ne participerai pas à ce simulacre d'élection.



La militante des droits de l'homme **Golrokh Iraee** a envoyé une lettre ouverte depuis la prison d'Evine et a écrit:

Je vais refuser de participer à l'élection de ce pouvoir d'oppression et de tyrannie qui vise à tromper l'opinion publique. Et je m'efforcerais activement de créer un climat de liberté d'activité pour tous les partis dans un Iran qui sera libre du joug et la tyrannie.



Mme **Sholeh Pakravan**, militante des droits humains et de la lutte contre la mort, a publié un fichier audio où elle déclare : Je ne voterai pas pour l'un des six joueurs. Je ne voterai pas pour les assassins de milliers de jeunes. Je ne voterai pas pour les voleurs qui pillent mon pays. Je ne voterai pas pour ceux qui ont amené l'innocent à l'autel. Je ne voterai pas pour les meurtriers de ma fille Reyhaneh et tant d'autres comme ma Reyhaneh.



Shahine Mahinfar, militante des droits humains, a dénoncé l'élection du régime iranien et déclaré qu'elle «ne votera pas pour les meurtriers de ses



enfants». Son fils, Amir Arshad Tajmir, a été écrasé par un véhicule de police lors du soulèvement le 27 décembre 2009.

La jeune artiste et ancienne prisonnière politique **Atena Farghadani** a dessiné une nouvelle caricature se moquant de la mascarade électorale en Iran. Sur son compte Facebook, elle explique : «Après 38 années, quatre autres années viendront s'ajouter à ce que nous avons connu. Pendant encore quatre ans, les dirigeants de cette terre deviendront plus riches, en remplissant de plus en plus leurs poches avec les ressources nationales, et les gens resteront pauvres en essayant de gagner leur vie. »



Protestation des déposants

Des femmes ont manifesté devant le gouvernorat de **Machad** le 26 mai 2017. Certaines femmes avaient revêtu des linceuls blancs et toutes lançaient des slogans contre l'établissement financier Caspian qui les a escroquées.



Des femmes ont manifesté le 27 mai à **Ahwaz**, contre l'établissement de crédit Tose'eh qui les a spoliées. Elles ont bloqué la rue et exigé d'être remboursées.



Un autre groupe de femmes a manifesté le 28 mai à **Aligoudarz**, dans l'ouest de l'Iran, contre une escroquerie de l'établissement de crédit Tose'eh Arman.



Des rassemblements de protestation semblables ont également eu lieu dans d'autres villes de cette province comme **Boroujerd**, **Delfan**, **Doroud**, **Nourabad** et **Azna**. Les femmes se sont installées devant le bureau du gouverneur à **Khorramabad**, capitale de la province du Lorestan le 30 mai 2017 pour protester contre le pillage de leurs dépôts par l'établissement de crédit Arman. Les forces de sécurité sont intervenues pour les disperser. (Site Aflak, 30 mai 2017)

Manifestation de médecins

Un groupe de **médecins et d'étudiants** en médecine a organisé une manifestation le 29 mai devant la présidence des mollahs à Téhéran. Les manifestants portaient des parapluies blancs et criaient à l'adresse de Rohani: « Votre ministre n'entend pas les médecins ».



Un groupe d'infirmières et de personnel hospitalier de l'hôpital Imam Sajjad se sont rassemblés devant le gouvernorat à **Yassouj** pour réclamer leurs salaires impayés depuis 6 mois.



Les enseignantes et les éducatrices protestent

Un groupe **d'enseignantes** a organisé une manifestation le 2 mai devant le parlement (Majlis) des mollahs à Téhéran à l'occasion de la Journée nationale des enseignants. La police est intervenue pour disperser la foule qui a continué à se rassembler dans un parc voisin.



Les enseignantes travaillant sur des contrats temporaires se sont regroupées devant le parlement à Téhéran pour exiger un statut stable de leur emploi et le versement de leurs salaires et allocations. (Agence ISNA, 23 mai 2017)

Fereshteh Hosseini, membre de l'équipe nationale iranienne kayak Polo, qui s'était rendue en Allemagne, a demandé l'asile politique dans ce pays. Mme Hosseini est championne par équipe en Iran dans cette discipline. (Agence ISNA - 17 mai)

